

ROYAUME DE BELGIQUE.  
-----KONINKRIJK BELGIE.  
-----AVIS DU CONSEIL D'ETAT.  
-----ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.  
-----

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisie par le Président de la Chambre des Représentants, les 11 et 12 juillet 1985, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur des amendements au projet de loi "relatif aux réseaux de radiodistribution et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision", a donné le 12 juillet 1985 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 11e en 12e juli 1985 door de Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over amendementen op het wetsontwerp "betreffende de radiodistributie en de teledistributienetten en betreffende de handelspubliciteit op radio en televisie", heeft de 12e juli 1985 het volgend advies gegeven :

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat, section de législation, doit se borner à formuler les observations ci-après.

- 1) Amendement présenté par M. Van Elewyck, à l'article 1er, 14° (doc. 1222/21-II) (1).

L'amendement n'appelle pas d'observation.

- 2) Amendement présenté par M. Van Elewyck, à l'article 2 (doc. 1222/6-I).

Si l'amendement était retenu, il conviendrait de préciser quelle est l'autorité communale qui est désignée par les mots "administrations communales". En outre, il y aurait lieu de prévoir que c'est le Ministre et non pas le Roi qui demande l'avis de l'autorité communale.

- 3) Amendement présenté par M. Van Elewyck et consorts, insérant un article 2bis (doc. 1222/4).

Si la Régie des télégraphes et des téléphones est désignée comme distributeur, ainsi que le prévoit l'amendement, certaines dispositions qui sont relatives à l'in-

.../...

---

(1) Toutes les références sont faites aux documents de la session de la Chambre des Représentants 1984-1985.

tervention de ladite Régie devront être revues. Il en est ainsi, notamment, de l'article 2, alinéa 3, qui prévoit que la Régie est chargée de l'examen technique des demandes d'autorisation, et de l'article 6 qui prévoit que la Régie peut conclure des accords avec les distributeurs.

- 4) Amendement présenté par M. Van Elewyck, tendant à supprimer l'article 6 (doc. 1222/21-II).

Comme le pense l'auteur de l'amendement, l'article 6 peut paraître superflu. Le Ministre a, d'ailleurs, estimé que l'on pourrait supprimer l'article 6, mais a souhaité son maintien (1). La réserve faite à la fin de cet article peut, en effet, présenter une certaine utilité en ce qu'elle garantit le distributeur contre les conséquences que pourrait entraîner, pour la transmission des programmes, l'utilisation de son réseau, par la Régie, en exécution de l'accord conclu avec celle-ci.

- 5) Amendement présenté par M. Van Elewyck, à l'article 8 (doc. 1222/21-II).

La précision que l'amendement veut apporter à l'article, sans être indispensable, n'est pas inutile.

.../...

-----  
(1) Doc. 1222/19, p. 70.

- 6) Amendement présenté par M. De Beul, à l'article 10 (doc. 1222/12-II).

Le Conseil d'Etat rappelle que dans son avis du 8 mars 1985 (1), il avait proposé que la phrase "En cas de contestation persistante, il est statué par arrêté royal" soit omise ou soit complétée. Il est exact que le Roi ne pourrait pas trancher des contestations entre la Région ou la Communauté et le distributeur. Toutefois, il n'appartient pas au législateur ordinaire de confier à l'Exécutif régional ou à l'Exécutif communautaire la compétence de trancher ces contestations.

La solution proposée par l'auteur de l'amendement ne peut donc être admise. La seule solution que le législateur ordinaire puisse adopter, c'est de limiter les pouvoirs du Roi à statuer sur les contestations entre, d'une part, le distributeur et, d'autre part, l'Etat ou les autorités publiques décentralisées sur lesquelles Il exercerait ainsi une tutelle spécifique.

- 7) Amendement présentés par M. Mottard, à l'article 12 (doc. 1222/9-I-A et B).

A. L'alinéa 1er du texte proposé par l'auteur de l'amendement, qui ne se réfère qu'à l'autorisation délivrée par la Communauté, se concilie mal avec le texte adopté par la Commission pour l'article 2, alinéa 1er,

.../...

---

(1) Doc. Ch., session 1984-1985, n° 1222/1, p. 24.

qui prévoit, pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau de radiodistribution et de télédistribution, l'autorisation du Ministre.

La définition du service de radiodiffusion, donnée à l'alinéa 2 du texte de l'amendement, devrait figurer, si celui-ci était adopté, à l'article 1er du projet de loi, où elle remplacerait l'alinéa 1er du 9°.

Pour le surplus, l'amendement soulève une question d'opportunité qui échappe à la compétence du Conseil d'Etat.

B. 1) L'amendement confère aux Communautés un pouvoir de décision en matière de publicité commerciale à la radio et à la télévision, matière qui appartient à l'Etat en vertu de l'article 4, 6°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Il va de soi que la Communauté, qui règle le statut de l'institut public de radiodiffusion et exerce sur lui la tutelle, dispose des moyens de s'opposer à la demande de cet institut d'être autorisé à faire de la publicité commerciale.

B. 2) Cet amendement ne soulève, par lui-même, aucune objection.

.../...

Pour le surplus, le Conseil d'Etat renvoie, pour apprécier les considérations énoncées dans la justification, à l'avis qu'il a donné le 4 février 1985 à propos de l'article 12 (1).

En outre, l'amendement omet d'envisager l'hypothèse prévue à l'article 18, § 2, du texte adopté par la Commission, c'est-à-dire le cas de la personne morale établie dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, qui ne peut être considérée comme appartenant exclusivement à l'une ou à l'autre Communauté.

8) Amendements présentés par MM. Collignon et Mottard, à l'article 12 (doc. 1222/3).

1) Le régime proposé par l'amendement est certainement admissible. Toutefois, le Conseil d'Etat ne partage pas l'opinion exprimée par les auteurs de l'amendement dans la justification de celui-ci, selon laquelle ce régime serait le seul compatible avec le principe de la liberté du commerce et de l'industrie, le principe de la liberté d'opinion et les règles de droit international qu'ils invoquent.

2) L'amendement n'appelle pas d'observation.

.../...

---

(1) Doc. Ch., session 1984-1985, n° 1222/1, p. 17 et suiv.

9) Amendements présentés par M. Mottard, à l'article 12  
(doc. 1222/6-III).

1) A. Il va de soi que le titulaire d'une autorisation doit respecter toutes les dispositions légales et réglementaires. La disposition finale du paragraphe 1er proposé est donc superflue.

Dans la mesure où l'amendement tend à conférer aux Communautés une compétence en matière de publicité commerciale à la radio et à la télévision, le Conseil d'Etat renvoie à l'observation générale qu'il a faite dans son avis précité du 4 février 1985 (1). A fortiori la Région n'a-t-elle aucune compétence en la matière.

1) B. L'amendement n'appelle pas d'observation.

2) A. L'amendement, en soi, n'appelle aucune observation. Sa justification soulève encore une fois les problèmes qui ont été examinés par le Conseil d'Etat dans l'avis donné le 4 février 1985, sous l'article 12 (2).

2) B. 1), 2) et 3). Les amendements n'appellent pas d'observation.

.../...

-----  
(1) Doc. Ch., session 1984-1985, n° 1222/1, p. 13.

(2) Doc. Ch., session 1984-1985, n° 1222/1, p. 17 et suiv..

- 10) Amendement présenté par M. Van Elewyck, à l'article 12 (doc. 1222/13-II).

L'amendement n'appelle pas d'observation.

- 11) Amendements présentés par M. Mottard, à l'article 12 (doc. 1222/15-I).

A et B. Les amendements n'appellent pas d'observation.

- 12) Amendement présenté par M. Mottard, à l'article 12 (doc. 1222/21-I).

Il ne convient pas de confier au Conseil des Ministres le pouvoir de délivrer des autorisations. Il y a lieu de laisser ce pouvoir au Roi décidant après délibération en Conseil des Ministres.

- 13) Amendement présenté par M. De Beul, à l'article 12 (doc. 1222/20-II).

L'amendement, qui ne fait pas l'objet d'une justification, règle une matière qui est étrangère à la publicité commerciale à la radio et à la télévision et qui échappe, dès lors, à la compétence du législateur national.

.../...

- 14) Amendement présenté par M. Van Elewycck, à l'article 12  
(doc. 1222/17-I).

2) Les mots "communauté régionale et/ou locale" sont ambigus, le mot "communauté" étant employé dans d'autres articles du projet de loi dans son sens constitutionnel.

- 15) Amendement présenté par M. Mottard, insérant, dans le  
projet de loi, un article 13bis ( oc. 1222/21-I).

Il semble résulter du texte de l'amendement que les établissements publics dont la création est prévue dépendraient de l'Etat.

Selon l'alinéa 2 de la justification de l'amendement, les Communautés pourraient être compétentes pour fixer les règles de fonctionnement et d'administration de ces établissements publics. Il y a lieu de relever au sujet de cette justification que le législateur national n'est pas compétent pour confier, par une loi ordinaire, aux Communautés, le pouvoir d'établir le statut d'un établissement public créé par l'Etat pour remplir une mission qui relève de sa compétence.

- 16) Amendement présenté par M. Mottard, à l'article 14  
(doc. 1222/21-I).

Le terme "sponsoring" n'étant pas défini, l'amendement pourrait être rédigé comme suit :

"Ajouter un 4° libellé comme suit : "4° consister dans la mention de la personne ou de l'organisme qui finance un élément de programme déterminé".

17) Amendement présenté par M. Van Elewyck, à l'article 14  
(doc. 1222/18).

La notion de tendances syndicales n'est pas, comme le dit l'auteur de l'amendement dans la justification de celui-ci, comprise dans la notion de tendances idéologiques ou philosophiques.

18) Amendements présentés par M. Van Elewyck, à l'article 15  
(doc. 1222/18).

1) Cet amendement n'appelle pas d'observation.

2) En prévoyant la proposition de l'Exécutif de la Communauté, l'amendement subordonne le pouvoir de décision du Roi à l'initiative de l'Exécutif et partage ainsi entre l'Exécutif de la Communauté, d'une part, et le Roi et le Gouvernement, d'autre part, une compétence qui appartient exclusivement à ceux-ci. En revanche, il n'y a pas d'objection à ce que l'avis de l'Exécutif soit recueilli, comme le prévoit l'article 20 du texte adopté par la Commission.

19) Amendement présenté par M. Van Elewyck, à l'article 15  
(doc. 1222/16).

L'amendement appelle la même observation que l'amendement précédent.

- 20) Amendement présenté par M. Van Elewyck, à l'article 16  
(doc. 1222/21-II).

L'amendement est inutile puisque les prix et les ristournes sont des éléments du tarif.

- 21) Amendements présentés par MM. Mottard et consorts, à l'article 17 (doc. 1222/8).

A et B, 1), 2) et 3). Ces amendements n'appellent pas d'observation.

B. 4). La disposition qui fait l'objet de l'amendement paraît s'inspirer de l'article 3, § 3, de la loi du 2 février 1982 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi.

Si une telle procédure peut se justifier lorsque le Roi exerce des pouvoirs spéciaux qui lui sont conférés par le législateur et qui lui permettent de régler des matières qui relèvent normalement de la compétence du législateur, il n'en va pas de même lorsque le Roi se voit attribuer, comme en l'espèce, une compétence qui relève normalement du pouvoir exécutif.

- 22) Amendements présentés par M. Mottard, à l'article 17  
(doc. 1222/9-I).

1) Cet amendement paraît ne plus avoir d'objet à la suite de l'adoption de l'article 20 (nouveau) du texte arrêté par la Commission. Ce dernier texte, en prévoyant que l'avis de l'Exécutif doit être demandé, respecte mieux le principe de l'autonomie respective de l'Etat et des Communautés.

2) a) L'amendement lui-même n'appelle pas d'observation.

En ce qui concerne la justification qui en est donnée, le Conseil d'Etat se réfère à l'avis qu'il a donné le 4 février 1985 et, plus particulièrement, à l'observation générale et aux observations relatives à l'article 12 (1).

2) b) En ce qui concerne les pouvoirs attribués à la Communauté par les paragraphes 2 et 3 du texte proposé par l'amendement, le Conseil d'Etat renvoie également à son avis précité du 4 février 1985.

2) c) L'amendement n'appelle pas d'observation.

23) Amendement présenté par MM. Collignon et Mottard, à l'article 17 (doc. 1222/3).

L'amendement n'appelle pas d'observation.

24) Amendement présenté par M. Clerfayt, à l'article 18 (doc. 1222/17-II).

Contrairement à ce qu'expose l'auteur de l'amendement dans la justification de celui-ci, le Conseil d'Etat croit que l'éventualité prévue à l'article 18, § 2, n'est nullement à exclure. Le Conseil d'Etat se réfère, à ce sujet, à son avis précité du 4 février 1985.

.../...

-----  
(1) Doc. Ch., session 1984-1985, n° 1222/1, p. 13 et p. 17 et suiv.

Par ailleurs, la justification, en tant qu'elle se réfère à une déclaration du Gouvernement, n'est pas conforme à la réponse du Ministre, relatée à la page 100 du rapport de la Commission (réponse à la deuxième question) (1).

- 25) Amendement présenté par MM. Clerfayt et Risopoulos, à l'article 18 (doc. 1222/22-II).

L'amendement appelle la même observation que l'amendement précédent.

- 26) Amendement présenté par MM. Mottard et consorts, à l'article 18 (doc. 1222/8).

Le paragraphe 3 du texte proposé pour l'article 18 est en contradiction avec l'article 110 de la Constitution.

- 27) Amendements présentés par M. Mottard, à l'article 18 (doc. 1222/9-I).

a) Aux paragraphes 1er, 2 et 3, les mots "après avis de l'Exécutif ..." et au paragraphe 4, les mots "après avis des exécutifs communautaires", sont inutiles en raison de l'insertion de l'article 20 (nouveau) dans le texte adopté par la Commission (2).

.../...

-----  
(1) Doc. Ch., session 1984-1985, n° 1222/19.

(2) Voir l'observation faite sub 22 du présent avis, concernant l'amendement 1.

Le paragraphe 5 appelle la même observation que celle qui a été faite à propos de l'amendement à l'article 17 (B, 4) (1).

b) 1) Le Conseil d'Etat renvoie aux observations qu'il a faites à propos de l'amendement à l'article 17 (2).

b) 2) Le Conseil d'Etat renvoie à l'observation qu'il a faite à propos de l'amendement à l'article 17 (B, 4) (3).

28) Amendement présenté par M. Mottard, à l'article 18  
(doc. 1222/21-I).

L'amendement n'appelle pas d'observation.

29) Amendement présenté par M. Derycke, à l'article 19  
(doc. 1222/22-I).

Au paragraphe 1er, alinéa 2, du texte proposé, il y aurait lieu de préciser la notion de "copies des publicités commerciales" et celle d'"annonceurs".

.../...

-----  
(1) et (3) Sub 21 du présent avis.

(2) Sub 22 du présent avis, observation concernant l'amendement 1.

Le Conseil d'Etat n'a pas pu apercevoir la portée du paragraphe 2, qui prévoit qu'une contestation peut être soulevée d'office devant lui-même, par le Conseil de la publicité commerciale, et qui prévoit ensuite que la "décision finale" appartient à ce même Conseil réuni chaque fois en assemblée plénière.

-----

.

De Raad van State, afdeling wetgeving, moet zich, binnen de korte termijn die hem is toegemeten, tot de volgende opmerkingen bepalen :

- 1) Amendement op artikel 1, 14°, voorgesteld door de heer Van Elewyck (Gedr. St. 1222/21-II) (1).

Bij dit amendement zijn geen opmerkingen te maken.

- 2) Amendement op artikel 2, voorgesteld door de heer Van Elewyck (Gedr. St. 1222/6-I).

Als het amendement aangenomen werd, zou nader moeten worden aangegeven welke de gemeentelijke overheid is die bedoeld wordt met de woorden "gemeentebesturen". Bovendien zou moeten worden bepaald dat de Minister, en niet de Koning, het advies van de gemeentelijke overheid vraagt.

- 3) Amendement tot invoëging van een artikel 2bis, voorgesteld door de heer Van Elewyck c.s. (Gedr. St. 1222/4).

Als de Regie van Telegraaf en Telefoon als verdeler wordt aangewezen, zoals in het amendement wordt bepaald, dan

.../...

-----  
(1) Alle verwijzingen gelden de stukken van de zitting van de Kamer van Volksvertegenwoordigers 1984-1985.

zullen sommige bepalingen met betrekking tot het optreden van de genoemde Regie herzien moeten worden. Dat is onder meer het geval voor artikel 2, derde lid, dat de Regie belast met het technisch onderzoek van de vergunningsaanvragen, en voor artikel 6, volgens hetwelk de Regie akkoorden kan sluiten met verdelers.

- 4) Amendement tot schrapping van artikel 6, voorgesteld door de heer Van Elewyck (Gedr. St. 1222/21-II).

Artikel 6 kan, zoals de indiener van het amendement denkt, overbodig lijken. De Minister heeft trouwens geoordeeld dat artikel 6 zou kunnen vervallen maar hij heeft toch gewenst dat het zou worden behouden (1). Het voorbehoud dat aan het eind van dat artikel wordt gemaakt, kan immers wel enig nut hebben doordat het de verdeler beveiligd tegen de gevolgen die voor het doorgeven van de programma's zouden kunnen ontstaan als de Regie ter uitvoering van een met haar gesloten akkoord gebruik maakt van zijn net.

- 5) Amendement op artikel 8, voorgesteld door de heer Van Elewyck (Gedr. St. 1222/21-II).

De verduidelijking die het amendement in het artikel beoogt aan te brengen, is wel niet volstrekt noodzakelijk maar toch ook niet zonder nut.

.../...

-----  
(1) Gedr. St. 1222/19, blz. 70.

6) Amendement op artikel 10, voorgesteld door de heer De Beul (Gedr. St. 1222/12-II).

De Raad van State herinnert eraan dat hij in zijn advies van 8 maart 1985 (1) voorgesteld had dat de volzin : "In geval van blijvende onenigheid wordt beslist bij koninklijk besluit" zou worden weggelaten of zou worden aangevuld. Het is juist dat de Koning de geschillen tussen het Gewest of de Gemeenschap en de verdeler niet zou kunnen beslechten. Het komt de gewone wetgever evenwel niet toe de bevoegdheid om die betwistingen te beslechten aan de Gewestexecutieve of aan de Gemeenschapsexecutieven op te dragen.

De door de indiener van het amendement voorgestelde regeling kan dan ook niet worden aanvaard. De enige oplossing, die de gewone wetgever in dezen zou kunnen aannemen bestaat erin 's Konings bevoegdheid te beperken tot het beslechten van de geschillen tussen eensdeels de verdeler en anderdeels de Staat of de gedecentraliseerde openbare overheden ten aanzien waarvan Hij aldus een specifiek toezicht zou uitoefenen.

7) Amendementen op artikel 12, voorgesteld door de heer Mottard, (Gedr. St. 1222/9-I-A en B).

A. Het eerste lid van de door de indiener van het amendement voorgestelde tekst, dat alleen verwijst naar de door de Gemeenschap afgegeven machtiging, is niet goed overeen te brengen met de tekst die de Commissie heeft aange-

.../...

-----

nomen voor artikel 2, eerste lid, dat voor het aanleggen en het exploiteren van een radiodistributie- of een tele-distributienet een vergunning van de Minister voorschrijft.

De definitie van de "radio-omroepdienst" die gegeven wordt in het tweede lid van de tekst van het amendement zou, als dit laatste werd aangenomen, in artikel 1 van het wets-ontwerp moeten staan, waar het in de plaats zou komen van het eerste lid van het bepaalde onder 9°.

Voorts is met het amendement een opportuniteitsvraag gemoeid welke buiten de bevoegdheid van de Raad van State ligt.

B. 1) Het amendement kent de Gemeenschappen een beslissingsbevoegdheid toe inzake handelsreclame op radio en televisie, een aangelegenheid welke krachtens artikel 4, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen tot de bevoegdheid van de Staat behoort.

Het spreekt vanzelf dat de Gemeenschap, die het statuut van het openbaar instituut voor radio-omroep vaststelt en over dat instituut het toezicht uitoefent, middelen heeft om zich te verzetten tegen het verzoek van dat instituut om gemachtigd te worden tot het maken van handelsreclame.

B. 2) Dit amendement roept op zichzelf geen enkel bezwaar op.

.../...

Voorts verwijst de Raad van State voor het beoordelen van de in de verantwoording aangehaalde overwegingen naar het advies dat hij op 4 februari 1985 over artikel 12 heeft verstrekt (1).

Het amendement rekent bovendien niet met het geval waaraan gedacht is in artikel 18, § 2, van de door de Commissie aangenomen tekst, dat wil zeggen met het geval van de in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad gevestigde rechtspersoon die niet geacht kan worden uitsluitend tot de ene of de andere gemeenschap te behoren.

8) Amendementen op artikel 12, voorgesteld door de heren Collignon en Mottard (Gedr. St. 1222/3).

1) De door het amendement voorgestelde regeling is stellig aanvaardbaar. De Raad van State deelt evenwel niet de mening die de indieners van het amendement in de verantwoording van dat amendement hebben te kennen gegeven als zou die regeling de enige zijn die verenigbaar is met het beginsel van de vrijheid van handel en nijverheid, het beginsel van de vrije meningsuiting en de regels van internationaal recht waarop zij zich beroepen.

2) Bij dat amendement zijn geen opmerkingen te maken.

.../...

-----  
(1) Gedr. St. Kamer, zitting 1984-1985, nr. 1222/1, blz. 17 en volgende.

9) Amendementen op artikel 12, voorgesteld door de heer Mottard  
(Gedr. St. 1222/6-III).

1) A. Het spreekt vanzelf dat de houder van een vergunning alle wets- en verordeningsbepalingen in acht moet nemen. De slotbepaling van paragraaf 1 is dan ook overbodig.

In zover het amendement ertoe strekt aan de Gemeenschappen een bevoegdheid toe te kennen inzake handelsreclame op radio en televisie, verwijst de Raad van State naar de algemene opmerking welke hij gemaakt heeft in zijn voornoemd advies van 4 februari 1985 (1). A fortiori heeft het Gewest geen enkele bevoegdheid op dat stuk.

1) B. Bij dat amendement zijn geen opmerkingen te maken.

2) A. Bij het amendement op zichzelf is niets op te merken. De verantwoording ervan brengt andermaal de problemen aan de orde die door de Raad van State onderzocht zijn onder artikel 12, in het advies dat gegeven is op 4 februari 1985 (2).

2) B. 1), 2) en 3). Bij die amendementen zijn geen opmerkingen te maken.

.../...

-----  
(1) Gedr. St. Kamer, zitting 1984-1985, nr. 1222/1, blz. 13  
(2) Gedr. St. Kamer, zitting 1984-1985, nr. 1222/1, blz. 17  
en volgende.

- 10) Amendement op artikel 12, voorgesteld door de heer Van Elewyck (Gedr. St. 1222/13-II).

Bij het amendement zijn geen opmerkingen te maken.

- 11) Amendementen op artikel 12, voorgesteld door de heer Mottard (Gedr. St. 1222/15-I).

A en B. Bij die amendementen zijn geen opmerkingen te maken.

- 12) Amendement op artikel 12, voorgesteld door de heer Mottard (Gedr. St. 1222/21-I).

De bevoegdheid om vergunningen te verlenen behoort niet aan de Ministerraad opgedragen te worden. Die bevoegdheid moet overgelaten worden aan de Koning, die beslist na overleg in de Ministerraad.

- 13) Amendement op artikel 12, voorgesteld door de heer De Beul (Gedr. St. 1222/20-II).

Het amendement, waarvoor geen verantwoording wordt gegeven, regelt een aangelegenheid die niets te maken heeft met handelsreclame op radio en televisie en die, derhalve, buiten de bevoegdheid van de nationale wetgever valt.

- 14) Amendement op artikel 12, voorgesteld door de heer Van Elewyck (gedr. st. 1222/17 - I).

2) De woorden "regionale en/of lokale gemeenschap" zijn dubbelzinnig; het woord "gemeenschap" wordt in andere artikelen van het wetsontwerp immers in zijn grondwettelijke betekenis gebruikt.

- 15) Amendement tot invoeging van een artikel 13bis, voorgesteld door de heer Mottard (gedr. st. 1222/21 - I).

Uit de tekst van het amendement volgt blijkbaar dat de openbare instellingen waarvan de oprichting in uitzicht wordt gesteld, zouden afhangen van de Staat.

Volgens het tweede lid van de verantwoording bij het amendement zouden de Gemeenschappen bevoegd kunnen zijn om de regels inzake werking en beheer van die openbare instellingen vast te stellen. In verband met die verantwoording dient erop gewezen te worden dat de nationale wetgever niet bevoegd is om, bij een gewone wet, aan de Gemeenschappen de bevoegdheid op te dragen om het statuut vast te stellen van een openbare instelling, die door de Staat opgericht is om een opdracht te vervullen welke tot zijn bevoegdheid behoort.

- 16) Amendement op artikel 14, voorgesteld door de heer Mottard (gedr. st. 1222/21 - I).

Aangezien de term "sponsoring" niet wordt gedefinieerd, zou het amendement als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Een 4° toevoegen, luidend als volgt : "4° niet bestaan in de vermelding van de persoon of van de instelling die een onderdeel van een welbepaald programma financiert".

- 17) Amendement op artikel 14, voorgesteld door de heer Van Elewyck (gedr.st. 1222/18).

In tegenstelling met wat de indiener van het amendement in de verantwoording ervan beweert, ligt het begrip "syndicale strekking" niet besloten in het begrip "ideologische of filosofische strekking".

- 18) Amendement op artikel 15, voorgesteld door de heer Van Elewyck (gedr. st. 1222/18).

1) Bij dit amendement zijn geen opmerkingen te maken.

2) Doordat het amendement in een voorstel van de Gemeenschapsexecutieve voorziet, maakt het de beslissingsbevoegdheid van de Koning afhankelijk van het initiatief van de Executieve en verdeelt het aldus tussen de Gemeenschapsexecutieve enerzijds, de Koning en de Regering anderzijds, een bevoegdheid die uitsluitend aan de laatstgenoemden toebehoort. Daarentegen is er geen bezwaar dat het advies van de Executieve wordt ingewonnen, zoals in artikel 20 van de door de Commissie aangenomen tekst is bepaald.

- 19) Amendement op artikel 15, voorgesteld door de heer Van Elewyck (gedr. st. 1222/16).

Voor dit amendement geldt dezelfde opmerking als bij het vorige amendement is gemaakt.

- 20) Amendement op artikel 16, voorgesteld door de heer Van Elewyck (gedr. st. 1222/21 - II).

Het amendement is overbodig want prijzen en kortingen zijn bestanddelen van het tarief.

- 21) Amendementen op artikel 17, voorgesteld door de heer Mottard c.s. (gedr. st. 1222/8).

A en B, 1), 2) en 3). Bij die amendementen zijn geen opmerkingen te maken.

B. 4) De bepaling die in dat amendement is vervat, lijkt gesteld te zijn naar het voorbeeld van artikel 3, § 3, van de wet van 2 februari 1982 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning

Is een dergelijke procedure te verantwoorden wanneer de Koning bijzondere machten uitoefent welke Hem door de wetgever zijn toegekend en die Hem toestaan aangelegenheden te regelen welke normalerwijs tot de bevoegdheid van de wetgever behoren, anders staat het wanneer de Koning, zoals het hier het geval is, een bevoegdheid toegewezen krijgt die normaliter bij de uitvoerende macht berust.

- 22) Amendementen op artikel 17, voorgesteld door de heer Mottard (gedr. st. 1222/9 - I).

1) Dit amendement lijkt geen voorwerp meer te hebben in gevolge het aannemen van artikel 20 (nieuw) van de door de Commissie vastgestelde tekst. Doordat de laatstgenoemde tekst bepaalt dat het advies van de Executieve moet worden gevraagd, neemt hij beter het beginsel van de respectieve autonomie van de Staat en de Gemeenschappen in acht..

.../...

2) a) Bij het amendement zelf zijn geen opmerkingen te maken.

Wat de eraan gegeven verantwoording betreft, verwijst de Raad van State naar het advies dat hij op 4 februari 1985 heeft verstrekt, inzonderheid naar de algemene opmerking en de opmerkingen betreffende artikel 12 (1).

2) b) Wat de bevoegdheden betreft, welke de paragrafen 2 en 3 van de in het amendement voorgestelde tekst aan de Gemeenschap toekennen, verwijst de Raad van State eveneens naar zijn reeds geciteerd advies van 4 februari 1985.

2) c) Bij dit amendement zijn geen opmerkingen te maken.

23) Amendement op artikel 17, voorgesteld door de heren Collignon en Mottard (gedr. st. 1222/3).

Bij dit amendement zijn geen opmerkingen te maken.

24) Amendement op artikel 18, voorgesteld door de heer Clerfayt (gedr. st. 1222/17 - II).

De Raad van State is van oordeel dat, in tegenstelling tot hetgeen de indiener van het amendement in de verantwoording ervan betoogt, de in artikel 18, § 2, bedoelde mogelijkheid geenszins kan worden uitgesloten. De Raad van State verwijst dienaangaande naar zijn voornoemd advies van 4 februari 1985.

.../...

-----  
(1) Gedr. St. Kamer, zitting 1984-1985, nr. 1222/1, blz. 13 en blz. 17 en volgende.

Overigens stemt de verantwoording, in zover zij naar een verklaring van de Regering verwijst, niet overeen met het antwoord van de Minister, zoals dat is weergegeven op bladzijde 100 van het verslag van de Commissie (antwoord op de tweede vraag) (1).

25) Amendement op artikel 18, voorgesteld door de heren Clerfayt en Risopoulos (gedr. st. 1222/22 - II).

Bij dit amendement is dezelfde opmerking te maken als bij het voorgaande amendement.

26) Amendement op artikel 18, voorgesteld door de heer Mottard c.s. (gedr. st. 1222/8).

Paragraaf 3 van de voor artikel 18 voorgestelde tekst is strijdig met artikel 110 van de Grondwet.

27) Amendementen op artikel 18, voorgesteld door de heer Mottard (gedr. st. 1222/9 - I).

a) De woorden "na advies van de ... executieve" in de paragrafen 1, 2 en 3 en de woorden "na advies van de gemeenschapsexecutieven" in paragraaf 4, zijn overbodig, doordat inde door de Commissie aangenomen tekst een (nieuw) artikel 20 is ingevoegd (2).

.../...

-----  
(1) Gedr. St., zitting 1984-1985, nr 1222/19.

(2) Zie de sub 22 van dit advies geformuleerde opmerking betreffende het amendement 1.

Bij paragraaf 5 is dezelfde opmerking te maken als bij het amendement op artikel 17 (B, 4) (1).

b) 1) De Raad van State verwijst naar de opmerkingen die hij aangaande het amendement op artikel 17 heeft geformuleerd (2).

b) 2) De Raad van State verwijst naar hetgeen hij opgemerkt heeft bij het amendement op artikel 17 (B, 4). (3).

28) Amendement op artikel 18, voorgesteld door de heer Mottard (gedr. st. 1222/21 - I).

Bij dit amendement zijn geen opmerkingen te maken.

29) Amendement op artikel 19, voorgesteld door de heer Derycke (gedr. st. 1222/22 - I).

In paragraaf 1, tweede lid, van de voorgestelde tekst dienen de begrippen "kopijen van de handelspubliciteit" en "adverteerders" nader te worden omschreven.

De Raad van State heeft niet kunnen achterhalen wat de strekking is van paragraaf 2, die bepaalt dat de Raad voor Handelspubliciteit ambtshalve een betwisting aan zichzelf kan voorleggen, en die vervolgens stelt dat "de uiteindelijke beslissing" tot de bevoegdheid van diezelfde, telkens in voltallige vergadering bijeengekomen Raad behoort.

-----

-----

(1) sub 21 van dit advies.

(2) sub 22 van dit advies, opmerking betreffende amendement 1.

(3) Sub 21 van dit advies.

La chambre était composée de

Messieurs : J. LIGOT,  
de Heren :

A. VANWELKENHUYZEN,  
P. FINCOEUR,

Madame : R. DEROY,  
Mevrouw :

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. A. VANWELKENHUYZEN.

Le rapport a été présenté par MM. Ch. MENDIAUX, premier auditeur, et M. HANOTIAU, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,  
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,  
staatsraden,

greffier,  
griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. A. VANWELKENHUYZEN.

Het verslag werd uitgebracht door de HH. Ch. MENDIAUX, eerste auditeur, en M. HANOTIAU, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. LIGOT.